

MAITRE D'OUVRAGE :

**Fédération de Seine Maritime pour la Pêche
et la Protection du Milieu Aquatique**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**TRAVAUX DE RETABLISSEMENT DE LA CONTINUITE
ECOLOGIQUE DE LA DURDENT
AU NIVEAU DU MOULIN DU HANOUARD**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres :
17 août 2018 à 12 h 00



Agence Ouest
1bis avenue de la Boule d'Or
22100 LANVALLAY
Tél. : 02 99 39 10 59
Site Internet : www.sinbio.fr / Courriel : contact@sinbio.fr

CE 702

DCE - RC

Ind B

Juin 2018

SOMMAIRE

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR – MAITRE D’OUVRAGE	3
1.2. PERSONNE AYANT POUVOIR POUR ENGAGER LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.3. MAITRISE D’ŒUVRE.....	3
2. OBJET DU MARCHÉ	4
2.1. OBJET DU MARCHÉ	4
2.2. PROCEDURE DE PASSATION	4
2.3. TYPE DE MARCHES DE TRAVAUX.....	4
2.4. CLASSIFICATION CPV	4
2.5. LIEU D’EXECUTION	4
2.6. DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
2.7. DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	4
2.8. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	4
3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
3.1. DEFINITION DE LA PROCEDURE	5
3.2. VARIANTES	5
3.3. OPTIONS	5
3.4. REPONSE EN GROUPEMENT.....	5
3.5. DUREE DU MARCHÉ	5
3.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	6
3.7. COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.T.P.	6
3.8. MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3.9. SOUS-TRAITANCE	6
4. CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ.....	7

4.1.	UNITES MONETAIRES.....	7
4.2.	MODE DE REGLEMENT.....	7
4.3.	MODALITES DE FINANCEMENT	7
5.	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
5.1.	RETRAIT DU DOSSIER.....	8
5.2.	COMPOSITION DU DOSSIER.....	8
5.3.	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS.....	8
6.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.1.	DOSSIER DE CANDIDATURE.....	9
6.2.	DOSSIER D'OFFRE : PROJET DE MARCHE.....	9
6.3.	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	9
7.	CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	10
7.1.	ENVOI SOUS SUPPORT PAPIER.....	10
8.	SELECTION DES CANDIDATURES.....	11
9.	CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
10.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
10.1.	ADRESSE OU L'ON PEUT OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES	14
10.2.	VISITES SUR SITE ET/OU CONSULTATION SUR PLACE	14

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur – Maître d’Ouvrage

Le maître d’ouvrage de l’opération est :

Fédération de Seine-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique
11 Cours Clemenceau 76100 ROUEN
Tél. : 02 35 62 01 55

Il est mandaté par la SCI Bapaume, propriétaire du moulin objet des travaux.

1.2. Personne ayant pouvoir pour engager le pouvoir adjudicateur

Monsieur Daniel HANCHARD, Président de la Fédération de Seine-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

1.3. Maîtrise d’œuvre

La maîtrise d’œuvre est assurée par :

Bureau d’études Sinbio - Agence Ouest
Espace Performance – Bât. B3
35769 SAINT GREGOIRE CEDEX
Tel : 09 54 71 66 01

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet les travaux de restauration de la continuité écologique de la Durdent au niveau des ouvrages du moulin du Hanouard.

2.2. Procédure de passation

Le marché est lancé selon une procédure adaptée, en référence au Code des Marchés Publics.

2.3. Type de marchés de travaux

Exécution.

2.4. Classification CPV

La classification de l'objet principal conforme à la classification CPV est :

- Réhabilitation environnementale (90722000-4)

2.5. Lieu d'exécution

Commune du Hanouard, département de Seine-Maritime (76).

2.6. Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas décomposé en lots.

2.7. Décomposition en tranches

Le présent marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

2.8. Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans objet.

3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Définition de la procédure

Le présent marché est un marché public de travaux selon une procédure adaptée, en référence au Code des Marchés Publics.

3.2. Variantes

Les variantes techniques sont autorisées, à la condition qu'elles respectent les mêmes principes et les mêmes emprises d'aménagements que ceux décrits dans le présent DCE.

Dans le cas d'une variante, le candidat doit répondre obligatoirement à l'offre de base, et propose en plus son offre variante.

3.3. Options

Le marché ne comporte pas d'options.

3.4. Réponse en groupement

Les candidats peuvent répondre seuls à la présente consultation ou sous la forme de groupements momentanés d'opérateurs économiques conjoints ou solidaires.

Dans ce dernier cas, après attribution du marché, le groupement retenu sera contraint de se transformer en groupement solidaire.

En cas de groupement, le mandataire est désigné dès la candidature.

En application de l'article 51-VI du Code des Marchés Publics, il est **interdit** aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

3.5. Durée du marché

Le délai d'exécution du marché pour chaque site est fixé dans l'acte d'engagement.

Il est en outre fixé une période de préparation de chantier de 4 semaines, indépendante de la période de réalisation des travaux.

Date prévisionnelle de commencement des travaux : **avril 2019**.

Durée de réalisation des travaux : 6 semaines pour la tranche ferme + 3 semaines pour la tranche conditionnelle.

3.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres, sauf prolongation éventuelle de cette durée que le candidat pourrait consentir à la demande du Maître de l'Ouvrage.

3.7. Compléments à apporter au C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), ni de modifications à ce document.

3.8. Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au dossier de consultation des modifications mineures, au plus tard 15 jours avant la date de remise des offres.

Les modifications de dossier sont transmises par mail, fax ou pli recommandé aux candidats, le récépissé d'envoi du fax à la disposition de la personne publique faisant foi.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

3.9. Sous-traitance

Si le Candidat souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants devront être acceptés par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 114 du Code des Marchés Publics.

Pour les besoins de cette acceptation des sous-traitants au stade de son offre, le candidat fournira les éléments mentionnés à l'article 114-1, a, b, c, d et e du Code des Marchés Publics.

Le Candidat s'engage à faire respecter toutes les clauses substantielles du marché à ses sous-traitants, notamment en ce qui concerne le respect des délais, les pénalités pour retard et les modalités de règlement.

Dans tous les cas, le Candidat demeure entièrement responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

4. CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE

4.1. Unités monétaires

La monnaie de la présente consultation est l'Euro.

L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que le pouvoir adjudicateur procède à sa conversion en application des articles 4 et 5 du Règlement CE n° 1103/97 du 17 juin 1997. Il peut également procéder lui-même à cette conversion, en appliquant le même texte, et en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage. Le candidat, s'il présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle souhaitée par le pouvoir adjudicateur, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par le pouvoir adjudicateur peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point finale du marché, si les parties n'étaient pas parvenues à trouver un accord sur ce point.

4.2. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement administratif.

Les références du ou des comptes bancaires sur le(s)quel(s) les paiements seront effectués doivent être donnés au pouvoir adjudicateur (joindre un Relevé d'Identité Bancaire – RIB)

Dans le cas de sociétés groupées solidaires, les virements seront sur un compte unique ouvert au nom du groupement.

Les paiements seront effectués par virement. Le délai global de paiement du solde ne pourra pas excéder 30j à compter de la date de réception des demandes de paiement équivalentes selon les modalités du CCAP, de l'article 98 du Code des Marchés Publics et du décret n°2002-232 du 21 février 2002 modifiés par les décret n°2008-407 et 2008-408 du 28 avril 2008.

Le défaut de paiement dans les délais prévus au Code des Marchés Publics fera courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux de ces intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de sept points, en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.

4.3. Modalités de financement

Le présent marché est financé sur des subventions de la part de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

La réalisation des travaux est assujettie à l'obtention des financements attendus.

5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1. Retrait du dossier

Les dossiers peuvent être retirés sur le site internet du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :
<https://www.peche76.fr>

5.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- 1 Règlement de la Consultation (R.C.) et son annexe : trame de mémoire méthodologique ;
- 1 Acte d'engagement (A. E.) ;
- 1 Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- 1 Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe. : Cahier des plans ;
- 1 Bordereau des Prix Unitaires (B. P.U.) ;
- 1 Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.).

5.3. Propriété intellectuelle des projets

Les propositions techniques présentées par les candidats non retenus demeurent leurs propriétés intellectuelles. En revanche, les documents techniques, plans, C.C.T.P. et tous documents du présent Dossier de Consultation des Entreprises demeurent la propriété intellectuelle du concepteur SINBIO.

6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents requis ci-après doivent être rédigés en langue française ou être traduits par un traducteur agréé. La langue de travail pour l'exécution du marché est le français exclusivement.

Il est rappelé que les personnes physiques signataires des offres doivent être dûment habilitées à engager les candidats et qu'une même personne physique ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché.

En cas de candidature en groupement, les mêmes documents seront produits par chacun des cotraitants.

Le candidat doit fournir un dossier complet transmis sous 1 enveloppe cachetée comprenant les pièces désignées ci-après.

6.1. Dossier de candidature

Le dossier de candidature contient :

- Les documents ou attestations visés par les articles 43 à 46 et 52 du Code des Marchés Publics et par l'arrêté du 28 août 2006 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats. Ces informations pourront notamment être transmises en utilisant les imprimés type DC1, DC2, NOT12, dûment renseignés ;

6.2. Dossier d'offre : projet de marché

Le projet de marché contient pour chaque lot :

- *L'acte d'engagement dûment complété et signé,*
- *Le C.C.A.P. et le C.C.T.P. et ses annexes à accepter sans modifications, datés et signés,*
- *Le B.P.U. et le D.Q.E. complétés en totalité, datés et signés,*
- ***Une note technique et méthodologique reprenant la trame de note méthodologique jointe en annexe au présent règlement de consultation***

6.3. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les documents visés à l'article 46 du Code des Marchés Publics et notamment les certificats fiscaux et sociaux, s'ils ne sont pas transmis en même temps que l'offre du candidat, devront être produits dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, qui ne pourra excéder 10 jours francs maximum à compter de la demande adressée par ce pouvoir adjudicateur à l'attributaire du marché et, dans tous les cas, avant la notification du marché concerné.

Si le candidat retenu ne fournit pas les certificats fiscaux et sociaux dans les délais qui lui sont impartis, son offre sera rejetée et il se verra éliminé. Le candidat dont l'offre aura été classée immédiatement après la sienne, sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsistera des offres qui n'auront pas été écartées au motif qu'elles étaient inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

7. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur préconise le mode de réponse par voie électronique pour la remise des offres, mais accepte la voie papier.

La date limite de réception des offres est fixée au : **17 août 2018 12h00**, délai de rigueur.

Les offres qui seraient remises ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées ci-dessus ne seront pas prises en compte.

7.1. Envoi sous support papier

Le pli contiendra 2 enveloppes distinctes, qui devront porter impérativement la mention suivante :

Travaux de restauration de la continuité écologique de la Durdent au niveau des ouvrages du moulin du Hanouard.

Enveloppe CANDIDATURE

Travaux de restauration de la continuité écologique de la Durdent au niveau des ouvrages du moulin du Hanouard.

Enveloppe OFFRE

Les plis comprendront les pièces mentionnées, ainsi qu'une **copie numérique** de l'ensemble de ces pièces, sur support CD ou USB.

Les plis devront être déposés contre récépissé ou adressés, par lettre recommandée avec accusé de réception, et parvenir avant la date et l'heure limites de réception des offres, à l'adresse suivante :

Fédération de Seine-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

11 Cours Clemenceau
76100 ROUEN

8. SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43, 44, 45, 46 du Code des marchés Publics ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

A l'issue de la phase de candidature, 4 candidats maximum seront choisis, sous réserve de l'obtention d'une note minimale de 10 /15, selon les critères de candidature (CC) suivants :

- CC 1 : Choix de 5 références présentées pour des travaux similaires de moins de 5 ans : restauration de la continuité écologique, renaturation de cours d'eau
- CC2 : Qualifications de l'entreprise dans le domaine des milieux aquatiques et des milieux naturels
- CC3 : Moyens humains avec présentation d'organigramme et de l'encadrement de l'entreprise, et moyens matériels de l'entreprise en rapport avec l'objet des travaux

Chaque critère st évalué selon l'échelle de notation suivante :

Note 0 sur 5 = absence d'information ou inadéquation des références, qualifications ou moyens.

Note 1 sur 5 = non satisfaisant : références, qualifications ou moyens jugés peu adaptés ou peu spécifiques

Note 3 sur 5 = moyen : références, qualifications ou moyens jugés standards, correctement adaptés ou spécifiques

Note 5 sur 5 = satisfaisant : références, qualifications ou moyens particulièrement bien adaptés et spécifiques

Les notes de candidatures seront calculées par addition des trois CC , avec un maximum de 15 points.

Pour les candidats non retenus à l'issue de la phase candidature, les dossiers d'offres ne seront pas ouverts et leur seront renvoyés.

9. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics. Conformément aux dispositions de l'article 53-III du Code des Marchés Publics, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées.

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée sur la base des critères énumérés ci-après, avec leur pondération :

Critère de jugement	Pondération (pts)
Valeur technique	50
Prix des prestations	40
Développement durable	10

Evaluation de la valeur technique :

La valeur technique des offres sera évaluée sur la base des éléments contenus dans le mémoire justificatif remis par le candidat, et des sous-critères suivants :

Sous critère n°1 : Moyens humains et matériels de l'entreprise affectés au chantier

Sous critère n°2 : Mode opératoire spécifique au chantier, solutions aux difficultés techniques du chantier

Sous critère n°3 : Indications relatives aux principales fournitures, matériaux et végétaux.

Sous critère n°4 : Cohérence entre délai, planning prévisionnel et moyens humains et matériels mis en œuvre.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées par la commission d'appel d'offres, elles ne sont pas classées.

Pour chaque sous-critère l'offre se voit attribuer une note sur une échelle de 0 à 10.

Chaque sous critère est d'égale valeur.

La note finale est donc la somme des notes de chaque sous-critère.

Evaluation Développement durable :

Ce critère est évalué sur la base des éléments fournis par le candidat pour justifier de la prise en compte du développement durable dans la préparation et l'exécution du chantier.

Echelle de notation pour chaque critère ou sous-critère :

1 = insuffisante	Offre présentant des lacunes techniques, des défauts importants de qualité ou des incohérences, ne permettant pas de juger correctement le critère ;
5 = moyen	Offre présentant des imprécisions ou des généralités, tout en restant une offre conforme et acceptable. Elle répond au DCE d'une manière succincte ;
10 = satisfaisant	Les documents fournis dans l'offre sont jugés complets par rapport aux critères. Ces documents sont très bien présentés avec des explications claires et répondent parfaitement aux demandes du DCE.

Evaluation du Prix

La note de prix est calculé par la formule :

$$P = 50 \times (\text{Prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre concernée})$$

Est retenue comme offre moins disante l'offre dont le prix est le plus bas, mais qui n'est pas jugée anormalement basse.

Les offres présentant un ou plusieurs prix anormalement bas feront l'objet d'une demande écrite de précision. Elles seront rejetées dès lors que les justifications fournies n'apparaîtront pas satisfaisantes.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées

Pour le jugement de l'offre, le montant de l'offre qui figurera à l'acte d'engagement sera aligné sur le montant du détail estimatif rectifié comme indiqué ci-dessus.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Jugement des offres

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

En application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec un ou plusieurs des candidats ayant présenté une offre. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, valeur technique et prix.

Une offre sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats de l'article 46 du Code des Marchés Publics.

Le délai imparti par la personne responsable du marché à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1. Adresse où l'on peut obtenir des renseignements administratifs et techniques

Les renseignements complémentaires d'ordre administratif peuvent être obtenus auprès de :

Fédération de Seine-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

Ivan MIRKOVIC - 02 35 62 01 55 / ivan.mirkovicfd76@gmail.com

Les renseignements complémentaires d'ordre administratif peuvent être obtenus auprès de :

Fédération de Seine-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

Ivan MIRKOVIC - 02 35 62 01 55 / ivan.mirkovicfd76@gmail.com

SINBIO – Agence Ouest

François LAFFLY – 09 54 71 66 01 / 06 80 34 42 30 / francois.laffly@sinbio.fr

10.2. Visites sur site et/ou consultation sur place

La visite du site est laissée libre, l'accès aux ouvrages étant ouvert.

Le candidat voulant visiter les lieux devra en avertir préalablement le maître d'ouvrage, et s'annoncer sur place au moulin.

Annexe : trame de note methodologique

1. Moyens humains et matériels

1.1. Moyens humains

Vous indiquerez dans cette partie :

- Le nombre de personnes affecté au chantier en fonction de la nature des travaux,
- L'expérience ainsi que les qualifications des personnes affectées aux travaux (CV),
- L'organisation de ces moyens.

Il en va de même pour le personnel des sous-traitants s'il y a lieu.

1.2. Moyens matériels

Vous indiquerez dans cette partie :

- Les moyens matériels de l'entreprise,
- Les moyens matériels que vous comptez mettre en œuvre en fonction de la nature des travaux (si recours à la location l'indiquer).
- Le cas échéant, les moyens apportés par le ou les sous-traitants.

2. Mode opératoire (standard et spécifique au chantier).

Vous indiquerez dans cette partie :

- La procédure que vous comptez employer pour chaque type de travaux en cohérence avec les moyens humains et matériels.
- Les modalités d'accès et opératoires
- Les modalités de contrôle interne des travaux

Si vous identifiez des contraintes non relevées ou non envisagées dans le marché et étant susceptibles d'affecter l'exécution des travaux, vous devez en faire part dans cette partie, en indiquant les dispositions envisagées pour vous adapter à ces contraintes.

Vous indiquerez également dans cette partie les moyens que vous mettrez en œuvre pour garantir la recherche de tout moyen permettant de s'inscrire dans une démarche de développement durable, ainsi que de respect de l'environnement sur le chantier et à son aval, notamment vis-à-vis de la préservation de la qualité du milieu aquatique.

3. Description des principales fournitures

Vous indiquerez dans cette partie :

- les indications relatives aux principales fournitures matériaux ou composants : nature et origine des matériaux d'apport, en particulier les différents types d'enrochements , de géotextiles, de plants et semences, les bétons et armatures, ainsi que la liste des fournisseurs.

4. Cohérence entre délai, planning prévisionnel et moyens humains et matériels mis en œuvre

Vous indiquerez dans cette partie :

- Un calendrier prévisionnel des travaux, adapté au délai d'exécution et à la date prévisionnelle de commencement des travaux.
- Le phasage prévisionnel avec les moyens mis en œuvre en rapport.